



Alors qu'un remaniement gouvernemental pourrait avoir lieu à l'issue de la compétition, début février, les deux collaborateurs (Nghoh Nghoh et Mvondo Ayolo) de Paul Biya se livrent une guerre larvée.

Objectif : obtenir la confiance du président. Aux dernières nouvelles, l'heure semble au changement à Camp Biya, le 6 février 2018. La pression monte en ce qui concerne les postes jugés stratégiques du gouvernement camerounais. Les deux collaborateurs du chef de l'Etat, Ferdinand Nghoh Nghoh et Samuel Mvondo Ayolo sont invités à rencontrer Paul Biya.

Qui, du secrétaire général de la présidence de la République (SGPR), Ferdinand Nghoh Nghoh, ou du directeur du cabinet civil (DCC), Samuel Mvondo Ayolo, quittera le palais d'Etoudi lors du remaniement que l'on prédit pour début février, une fois la Coupe d'Afrique des nations (CAN) achevée ?

Écarté de la task force, constituée par Nghoh Nghoh, chargée du suivi des chantiers de construction des infrastructures de la CAN – un programme d'investissement de 500 milliards de F CFA (762,2 millions d'euros) –, Mvondo Ayolo a pris sa revanche lors du match d'ouverture. Organisateur de la cérémonie à laquelle avait pris part Paul Biya, le directeur du cabinet civil a tenté de faire oublier son rival. Au cours de la réception, Mvondo Ayolo a tenté de

suivre le président tout au long de la visite. Il a également multiplié les gestes amicaux en direction du leader dans l'espoir d'une prise de faveur.

Dans sa tête, Mvondo Ayolo le savait, il devait s'imposer dans cette organisation où l'on ne porte pas Ngoh Ngoh dans son cœur.

Tensions dans les tribunes VIP d'Olembe

Le DCC a en effet initié une campagne d'affichage en hommage au chef de l'État bâtisseur de stades, portant la signature du cabinet civil de la présidence. Le patron de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, a eu beau faire applaudir Ngoh Ngoh, ce dernier a dû ronger son frein lors de cette cérémonie durant laquelle il s'est retrouvé ostracisé par son adversaire.

Les tensions étaient également vives dans les loges et tribunes VIP de l'écrin d'Olembe, où les invités ont trouvé sur leur siège deux guides de la compétition issus des administrations rivales. Pour organiser la cérémonie, Samuel Mvondo Ayolo a refusé de puiser dans les 13 milliards de F CFA débloqués à cet effet.

Car le DCC ne fait pas que prédire à ses visiteurs que beaucoup de membres du gouvernement devront justifier de l'utilisation de cet argent, il leur laisse également entendre que certains seront limogés, voire que la justice pourrait les priver de liberté, alors que planent des soupçons de malversations regardant cet argent.

La rumeur est allée jusqu'à prétendre que cinq ministres seraient déjà sur la sellette. Une information qui a pris par surprise le personnel politique. On se demandait alors si ceux qui avaient pu faire des dons à la campagne du président, il y a une dizaine d'années, seraient inquiétés par les enquêteurs de la direction de lutte contre la corruption (DLC).

Fuite sur les réseaux sociaux

Tandis que, le 31 décembre, dans son discours à la nation préparé par les équipes du cabinet civil, Paul Biya a prévenu que « tous ceux qui se rendaient coupables de malversations financières ou d'enrichissement illicite en assumeraient les conséquences devant les juridictions compétentes », le DCC compte sur la lutte anti-corruption pour déstabiliser les baronnies concurrentes. Les personnes qui ont contribué à l'organisation de la CAN ont été présentées comme des donateurs. C'est le cas de sociétés étrangères, dont certaines sont connues pour leur implication militaire dans les affaires politiques du Cameroun. Le profil des principaux donateurs du déroulement de la compétition était public, depuis sa création, et ces actions auraient pu par conséquent être réprimées.

Ses proches, eux, ne décolèrent pas depuis qu'un document signé de sa main demandant que le voyage de trois « influenceuses » camerounaises basées en France et invitées à la CAN soit facilité a circulé sur les réseaux sociaux. Ils soupçonnent le SGPR d'être derrière cette fuite. La vive polémique qui a suivi a finalement abouti à l'annulation du séjour des trois jeunes femmes et à leur retour forcé en France le 12 janvier. Contre toute attente, Samuel Mvondo Ayolo a vu

cet incident l'avantager dans la course au palais.

Le Jour